

Des actions du président élu du Brésil donnent lieu à des réactions d'inquiétude



Bien que le président élu du Brésil, Jair Bolsonaro, n'ait pas encore pris possession de sa charge, il continue à soulever le rejet de plusieurs secteurs et il est la cible de critiques à cause de déclarations et d'actions qui montrent quelle sera la nature de son gouvernement.

Son intention d'éliminer le ministère du travail a éveillé une grande préoccupation car nombreux sont ceux qui sont d'avis qu'une telle décision augmente le danger d'une intensification du travail esclave au Brésil où entre 2007 et 2017, plus de 27 mille personnes ont été libérées des conditions d'esclavage dans lesquelles elles travaillaient.

Le procureur général du travail, Ronaldo Fleury, a affirmé que les actions de fiscalisation contre le travail esclave sont déjà menacées par le manque de budget et que l'élimination de ce portefeuille menacerait encore plus ce combat.

Il a cité aussi une série d'attributions et de politiques de ce ministère qui devraient rester parmi les priorités du nouveau gouvernement comme cela est le cas des subventions salariales et l'assurance-chômage.

Pour leur part, les médias vivent dans l'incertitude au sujet de ce qui arrivera à partir de janvier 2019 quand Bolsonaro prendra possession de sa charge en raison de ses commentaires et de ses attaques que beaucoup comparent au discours agressif de son homologue étasunien Donald Trump, contre les journalistes.

Dans une interview accordée à la chaîne O'Globo, le président élu a affirmé que les jours du quotidien Folha de Sao Paulo sont comptés lorsqu'on lui a demandé s'il respectera la liberté de la presse y compris en ce qui concerne son principal critique, le quotidien à plus grand tirage du Brésil.

Sa position est un reflet de ce qui s'est passé durant la campagne électorale quand on a assisté à une escalade de menaces et d'agressions contre les reporters.

Le groupe de journalisme d'investigation Abraji a affirmé que sur les 150 attaques lancées contre les journalistes, la plupart étaient le fait de partisans de Bolsonaro.

Mais, il y a une décision qui a éveillé particulièrement le rejet c'est la désignation au poste de ministre de la justice de son futur cabinet, du juge Sergio Moro, qui a ordonné l'arrestation de l'ex-président Luiz Inacio Da Silva, Lula.

Tout le monde connaît les véritables intentions de Sergio Moro car il est très difficile de ne pas voir un lien entre la condamnation de Lula à 9 ans et 6 mois de prison pour des délits présumés de corruption et le fait qu'il était le candidat favori pour remporter les présidentielles d'octobre dernier.

Sergio Moro, qui avait nié il y a quelques mois avoir l'intention de participer à la vie politique de son pays, devra démontrer à beaucoup de ses concitoyens qu'il n'a pas agi avec partialité dans l'affaire de Luiz Inacio Da Silva, Lula, qui était en tête de tous les sondages sur les intentions de vote.

Une grande partie des Brésiliens voit avec une certaine incertitude l'avenir de leur pays à partir de janvier 2019 quand Bolsonaro prendra possession de sa charge car, tout le monde se méfie de son admiration pour Donald Trump, de ses polémiques contre les femmes, les Noirs, les métis et les homosexuels.

Nombreux sont ceux qui pronostiquent que ce sera une période d'intolérance et contraire aux droits des travailleurs. Une de ses déclarations qui a éveillé les plus vives réactions c'est lorsqu'il a affirmé que toute action des Sans Toit et des Sans Terre doit être qualifiée de terroriste car la propriété privée est sacrée.

Et bien que plusieurs l'appuient en raison de ses déclarations selon lesquelles il aura une main dure contre la violence qui règne au Brésil, ce qui est vrai c'est que sa position favorable au port d'armes par la police, peut avoir aussi une autre lecture qui n'a rien de bon d'ailleurs.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/176420-des-actions-du-president-elu-du-brasil-donnent-lieu-a-des-reactions-dinquiétude>



Radio Habana Cuba